

Français (version sûre et publiable) — Message n° 54 (SHAMA)

Notre lutte légitime contre deux fronts illégitimes

Grand peuple d'Iran,

Par le passé, des puissances étrangères sont intervenues à plusieurs reprises dans le destin de l'Iran. Avec l'appui de la brigade cosaque russe et le soutien britannique, le coup d'État du 3 Esfand 1299 a été orchestré. En Shahrivar 1320, Reza Khan a été renversé sans qu'un seul coup de feu ne soit tiré et expulsé du pays de manière humiliante, tandis que son fils a été installé à sa place. Plus tard, lorsque le chef du Mouvement national tenta de soumettre la monarchie aux principes constitutionnels, le coup d'État anglo-américain du 28 Mordad 1332 renversa le gouvernement national et réduisit à néant les efforts démocratiques du Dr Mossadegh. Après un quart de siècle de soutien à la dictature du Shah, la conférence de la Guadeloupe rendit possible la victoire de Khomeiny, ouvrant la voie à une tyrannie encore plus dure. Même si des intérêts matériels furent servis, la honte de ces manœuvres n'a jamais été effacée.

Aujourd'hui, une méthode plus complexe est privilégiée : sous couvert d'« intervention humanitaire » et à travers une guerre médiatique intense, certains acteurs se présentent comme « plus compatissants que la mère », prétendant soutenir les protestations populaires. En particulier, en cas de répression violente, ils cherchent à justifier une intervention militaire. Dans le même temps, par des provocations et des influences indirectes, ils peuvent pousser des protestations pacifiques vers le chaos et la violence, puis attribuer les pertes humaines et matérielles au pouvoir en place. Dans tous les cas, la responsabilité incombe à un État illégitime et incapable, qui ne protège pas ses citoyens et ne sait pas empêcher le bain de sang et l'instabilité.

Cette stratégie vise deux objectifs :

- A)** donner une justification « humanitaire » à une action militaire, détruire les infrastructures du pays et créer un marché lucratif pour la période de reconstruction ;
- B)** imposer des slogans ciblés et fabriquer des « dirigeants », afin de mettre au pouvoir des relais dépendants garantissant des intérêts à long terme — des figures issues d'un héritage de soumission et d'alignement sur l'étranger. En présentant ces résultats comme un « choix populaire », ils cherchent à échapper à la condamnation morale et à se faire passer pour des amis du peuple.

Aujourd'hui, alors que la République islamique et sa direction ont perdu toute légitimité — ayant aggravé la situation par la répression, des politiques destructrices et une confrontation imprudente — des puissances étrangères exploitent également ce moment et nourrissent des projets dangereux pour l'avenir de l'Iran.

En conséquence, les points suivants sont déclarés :

1. L'escalade de la violence — qu'elle vienne du pouvoir ou de provocations liées à des acteurs extérieurs — ne doit pas affaiblir notre volonté nationale. Avec lucidité, nous devons rejeter les tentatives de manipulation, refuser la « fabrication de dirigeants » et poursuivre les manifestations pacifiques ainsi que les grèves nationales.

2. Pour garantir la discipline, éviter l'épuisement et assurer la continuité, comme proposé dans le message n° 50 (19 Dey), les manifestations nationales doivent se tenir **chaque vendredi**, dans l'unité et l'ordre. Une attention particulière est portée au **vendredi 26 Dey**, anniversaire du départ du Shah d'Iran.
3. Puisque les forces armées n'ont pas saisi le délai de 72 heures pour se placer publiquement aux côtés du peuple, la nation subit désormais des pressions de deux côtés : la répression interne et l'exploitation extérieure. La réponse doit rester **ferme, organisée et civile**, afin d'empêcher toute confiscation du mouvement et de contraindre les deux camps à reculer politiquement.
4. Les grèves nationales doivent se poursuivre et s'étendre à tous les secteurs. Tous les employés de l'État, des institutions publiques et les industries clés — notamment le transport, le pétrole, la pétrochimie, le gaz et les secteurs générateurs de revenus — sont appelés à rejoindre le mouvement, tout en maintenant les services essentiels nécessaires à la population.
5. Tout paiement à l'État — eau, électricité, gaz, téléphone, impôts, taxes — ainsi que toute transaction avec des institutions liées au pouvoir, fondations et entités affiliées sont fortement déconseillés dans le cadre de la non-coopération civile.

Peuple fier d'Iran

Vive l'Iran

Conseil national de la révolution d'Iran

1404/10/24